

## **Déclaration liminaire de la FSU 74 au CDEN du 9 février 2022 :**

Après les grèves et manifestations de ces deux derniers mois (pour la santé, les retraités, l'éducation), il est clair qu'un plan d'urgence pour la fonction publique doit être une priorité. Les personnels hésitent entre colère et découragement devant l'abandon du service public, abandon collectif (moyens) et individuel (salaires). L'empilement des tâches et le renforcement des échelons intermédiaires sont peut-être efficaces à court terme mais cette politique est désastreuse sur la durée ; la crise conjointe du recrutement et des remplacements en témoigne. L'arrivée des stagiaires à temps plein à la rentrée 2022 va de surcroît limiter la mobilité des personnels, ce qui va encore accentuer cette crise de recrutement. La FSU 74 alerte régulièrement l'administration sur ces problèmes et aimerait connaître les moyens mis en place pour y remédier à moins que la volonté ne soit tout autre !

Dans le 2nd degré, le constat est malheureusement encore le même après le travail sur la répartition des moyens : c'est la situation de l'ensemble des personnels qui s'est encore dégradée. AED, AESH, médecine scolaire, orientation, agents ; tous font de leur mieux pour supporter la pénurie de moyens mais c'est l'ensemble de l'institution qui paraît un peu plus fragile chaque année. Le nombre de Vie Scolaire fermées le 13 ou le 27 janvier est un signal fort, envoyé malgré le coût des jours de grève pour des personnels aussi mal payés.

Au niveau académique, le CTA a refusé l'attribution de moyens insuffisants. En Haute-Savoie, nous ne pouvons pas nous réjouir de l'augmentation de la dotation de 252 heures puisqu'elle ne compense pas les heures perdues en 2021 (375) alors que les effectifs continuent à croître.

Le taux d'HSA passe de 8,7 à 8,8 %. Cela entraîne encore de nombreux compléments de service pour les collègues alors que des heures supplémentaires sont imposées au reste de l'équipe.

La FSU se réjouit de l'ouverture de deux divisions dans la SEGPA de Rumilly mais hélas la situation est différente pour les ULIS. Leur nombre dans le département n'est encore pas suffisant ce qui engendre des effectifs élevés, bien au-dessus des 10 préconisés. Le faible nombre des AESH et leur mode de gestion mutualisé entraînent un saupoudrage de moyens déstabilisant aussi bien pour des enfants en situation de handicap que pour les adultes. L'« inclusion » ne doit pas être un mot creux pour rassurer les parents.

Dans le 1er degré, au niveau national, aucune création de poste n'est prévue pour la rentrée 2022. C'est la réforme de la formation initiale qui va placer de nombreux stagiaires à temps plein devant élèves qui permet de dégager des moyens d'enseignement. Nous bénéficions dans ce cadre d'une dotation de 55 moyens supplémentaires sur les 87 académiques. Ce chiffre en trompe l'œil ne nous dupe pas. Nous restons toujours le dernier département de l'académie en terme de P/E (nombre de postes pour 100 élèves, indicateur qui permet de mesurer les moyens mis à disposition pour assurer l'encadrement des élèves). Pour rappel, depuis la rentrée 2016, la Haute-Savoie a toujours occupé l'avant-dernière place au niveau national excepté en 2018 où elle était dernière.

Même si la FSU a signé l'accord sur la Protection Sociale Complémentaire, elle dénonce la méthode employée. C'était cet accord, ou le néant avec quasi-obligation pour nos collègues de cotiser à une surcomplémentaire. Nous tenons ici à rappeler notre attachement à travailler à la reconstruction d'une sécurité sociale qui rembourserait à 100 %, comme lors de sa création. On y arrivait bien dans un pays en ruine, pourquoi pas maintenant ?

Pour finir, comment peut-on croire la sincérité du ministre Blanquer qui a passé ces 4 dernières années à nier le dialogue social en affichant un mépris constant ? Nous nous rendrons à ces réunions de mise en œuvre des mesures de gestion de la crise sanitaire sans nous faire d'illusions.